

Délinquance. Après une hausse de 4,22 % du nombre de cambriolages entre 2009 et 2010, leur augmentation semble se poursuivre en ce début d'année

La télésurveillance face aux cambriolages



S'ils demeurent toujours rares, les domiciles télésurveillés croissent chaque année un peu plus dans le pays. En Saône-et-Loire, des sociétés spécialisées s'installent.

Centres. Reliés aux domiciles télésurveillés, les centres de veille permettent l'arrivée d'agents de sécurité ou des forces de l'ordre. Minorité. Aujourd'hui, seuls 2 % des foyers français seraient équipés d'un système de télésurveillance certifié Apsad. Saône-et-Loire. Depuis le début, des appels à la vigilance ont été lancés par les forces de police et de gendarmerie départementales.

Il y aura toujours les recommandations de base : équiper sa porte de systèmes de fermeture efficaces, éviter de laisser des clés cachées sous le paillason, ne pas laisser à l'extérieur des outils qui pourraient être utiles à un cambriolage, adjoindre des barreaux aux fenêtres les plus accessibles, ne pas laisser des objets de valeurs ou les clés de la voiture près de la porte d'entrée...

Des conseils qui, s'ils peuvent ralentir les cambrioleurs, ne sont pas pour autant une assurance tous risques face à la détermination de certains. Si bien que de nos jours, banques et filières, assurances et sociétés privées de protection se penchent sur le marché de la télésurveillance.

À peine installée depuis un mois dans le département, la société Securitas direct est de celles-ci. La société ne s'en cache d'ailleurs pas, chiffres à l'appui. Dans un département où elle estime qu'un déclenchement d'alarme se fait entendre toutes les 2 h 25 et où elle proposait ses services depuis une dizaine d'années, c'est bien l'augmentation de la demande qui l'a poussée à ouvrir une agence sur place ainsi « que le nombre croissant de braquages et de cambriolages qui ont touché le département ». Celle-ci compte déjà une dizaine de salariés et espérer atteindre rapidement la vingtaine par son recrutement actuel de technico-commerciaux. La même société estime aujourd'hui que sur les six dernières années, le nombre d'alarme dans la région a été multiplié par 30.

Une croissance nationale des demandes

Parmi la dizaine de banques ou d'assureurs contactés dans le département, aucun ne note en revanche un véritable boom des demandes de dispositifs de télésurveillance. Sans compter que les dossiers sont souvent gérés ou tout du moins conclus par des centres nationaux ou des prestataires.

IMA téléassistance est l'un de ces derniers, elle travaille notamment pour de grands assureurs nationaux comme la Maif, la Macif ou la Matmut. La société (50 000 abonnés) estime à 5 % la croissance annuelle nationale des demandes des systèmes certifiés APSAD (Assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages) par le CNPP (Centre national de prévention et de protection) et concède une progression légèrement au-dessus de cette moyenne avec des bassins plus équipés comme la région parisienne ou la cote d'Azur.

Avec plus de 200 000 abonnés, le leader français en la matière, EPS, une filiale du Crédit Mutuel - CIC annonce, lui, une croissance régulière à deux chiffres, 15 % l'année dernière, et détaille que seul 1,6 % des personnes ayant souscrit à ses services ont été victimes d'un cambriolage ou d'une tentative, dont 70 % auraient été déjouées.

Publié le 14/03/2011